

Jacques Toubon, ancien champion de 200 mètres haies et de demi-fond, court pour Chirac

Jacques Toubon est entré au cabinet de Jacques Chirac en 1971 et n'a plus quitté depuis, le maire de Paris, dont il est l'homme lige. Mais c'est aussi l'une des fortes têtes de l'opposition, qui se sont distinguées au Palais-Bourbon depuis 1981, ce qui lui a même valu la censure, « la preuve par Mermez que j'ai fait mon boulot ». Etrange destin pour un haut fonctionnaire de vocation, longtemps homme d'appareil avant de découvrir tardivement les délices de l'élection.

Bûcheur de dossiers, tribun mordant, voire débordant un peu, amateur d'analyses balancées comme de convictions tranchées, homme d'état-major et de terrain, Jacques Toubon est tout cela — peut-être par atavisme. Son père en effet lui a donné le goût du service de l'Etat, fut fonctionnaire avant de se faire croupier sur la Côte-d'Azur pour mieux nourrir sa famille. Et l'on retrouve le même contraste dans la naissance et l'éducation du jeune Jacques : de pur sang niçois, volontiers exubérant, il ira au lycée dans la très froide Lyon. Il y vit d'ailleurs tranquillement, en famille, ce qu'il appelle « une vie de Français moyen » sans aventures ni hobbies particuliers. Ce qu'il préfère, c'est l'école, et puis le sport. Il fait de l'athlétisme, du 200 m haies, du demi-fond et beaucoup de volley-ball. Il sera quatre fois champion d'académie à Lyon, et continuera plus tard, jusqu'à l'entrée de Chirac à Matignon, notamment dans l'équipe du ministère des Finances « avec une bande de copains plus ou moins socialistes ». Il passe pas mal de temps aussi au cinéma : « la mort de Truffaut, ça a été quelque chose pour moi ». Il commence à nourrir un goût tenace pour l'art moderne. Aujourd'hui encore, c'est sa grande passion extra-politique. « Ne le dites pas à Claude Labbé, mais j'ai séché le bureau du groupe pour assister au conseil d'administration de la biennale d'art moderne de Paris. Donner à la France une biennale de renommée internationale, c'est un moyen de négociation et de chantage pour que nos artistes ne soient plus sous-représentés dans les grandes expositions à l'étranger. C'est vachement bon pour la France. »

Admirateur de De Gaulle et Mendès

Après son bac, il entreprend « des études de bon niveau pendant lesquelles on peut gagner de l'argent » : ce sera l'ENA. De plus, le retour du Général aux affaires attire Jacques Toubon vers le service public : « J'aurais passé mon bac en 1955 et non en 1958, je n'aurais peut-être



Jacques Toubon à l'écoute de Jacques Chirac.

pas fait l'ENA... Ce qui m'a poussé vers la politique, c'est trois choses. D'abord le général de Gaulle, restaurateur de l'Etat, de l'ordre, de la force du pays. Puis dans l'ordre décroissant, quelques rencontres avec Mendès France en 1959 grâce à un prof de Sciences-po, et le fait que mon père était syndicaliste FO. J'admirais le rôle du type qui défend le bifeck de tous les autres. » Ce qui décidera pourtant son engagement, c'est de « vivre avec Chirac, entrer dans un destin et dans un projet ». Dans ces quatorze ans de vie publique, Jacques Toubon distingue trois périodes. Jusqu'en 1976, il suit son patron dans divers ministères, sans se sentir un véritable acteur, « j'apprenais plus Chirac que la politique ». Quand celui-ci quitte Matignon, il peut choisir une carrière préfectorale, plutôt que de le suivre. Mais « il ne m'est pas venu à l'esprit une seconde de revenir à l'administration du moment qu'il m'avait demandé de le suivre ». A partir de là, le fonctionnaire de cabinet se mue en attaché de parti. Aux législatives de 1978, il est secrétaire national du RPR chargé des élections. Il sillonne la France pour faciliter la tâche des candidats, mais ne se présente pas lui-même, sinon comme suppléant de Nicole de Hautecloque. Il travaille beaucoup avec Pierre Juillet et Marie-France Garaud, prépare également les européennes de 1979, « avec des tas de types qui tiraient à reculons ». Lorsque les deux conseillers seront écartés, il les regrettera vivement, mais ne croit pas avoir subi alors une baisse de faveur.

Le tombeur de Quilès

En 1981 enfin, après la défaite des présidentielles, Chirac lui demande de se présenter aux législatives dans le 15^e arrondissement. Il se révèle à lui-même comme candidat, comme élu, comme battant. Aux municipales de 1983, il se paiera le luxe de déboulonner Paul Quilès dans le 13^e. Au Parlement, il brille par une longue obstruction opposée aux projets gouvernementaux sur la presse et l'école. Aujourd'hui, il se prépare sans émotion aux prochaines

« batailles parlementaires très importantes », celles du mode de scrutin ou du projet de réforme du Code pénal.

Plus chiracien que Chirac, Jacques Toubon « exclut l'hypothèse » dans laquelle son patron ne serait pas le meilleur candidat de l'opposition en 1988. « Il correspond à ce qu'attendent les Français. Contrairement à ce que beaucoup pensent et que nous laissons nous mêmes penser, il n'est pas opportuniste, et je crois que l'avenir n'est pas aux opportunistes, mais à ceux qui prennent des risques. » D'ailleurs, il ne croit pas que l'essentiel soit de définir ses rapports avec l'UDF et Le Pen, mais ses rapports avec les Français. Pour reprendre contact avec l'opinion « il faut des choix clairs ». Actuellement, 80 % de la politique que nous menons après 1986 est définie. Mais quant aux 20 % restants, nous donnons l'impression de ne pas savoir sur quel pied danser. A l'intérieur du RPR même. « Une difficulté toutefois, pour définir et atteindre des objectifs qui répondent vraiment à l'attente des Français « il faut une véritable ascèse aux hommes politiques. Il faut qu'ils aient la force de caractère de ne pas se projeter sans cesse vers les citoyens pour les chapeauter. »

Mais attention, « élargir le couloir de libertés dans lesquelles les Français se meuvent en une vaste clairière » ne signifie pas « laisser disparaître l'Etat derrière les groupes, corporations, individus, etc. Plus l'Etat permettra au citoyen de faire ce qu'il doit faire, plus cela restaurera sa fonction d'arbitre et de garant ». Cette façon de voir les choses, fait-elle de Jacques Toubon un homme de droite ? « Si la question a un sens, ça ne me gêne absolument pas d'être à droite, notamment si cela signifie qu'on veut changer par rapport à aujourd'hui — aujourd'hui qui est censé être à gauche. Mais je doute qu'elle ait un sens. Y a-t-il vraiment des solutions de droite et des solutions de gauche ? Je n'y crois pas. Prenons la justice, que je connais bien. Badinter essaie de démontrer que dans les rapports entre justice et société il y a une césure fondamentale entre anges de gauche et brutes de droite. Je n'y crois pas. »

M. P.

Barre est devenu la cible privilégiée du PS

Chirac/Barre, c'est théoriquement bonnet blanc ou blanc bonnet pour les socialistes. N'ont-ils pas été tous deux Premiers ministres de VGE ? Et à ce titre les artisans d'une politique gouvernementale condamnée avec la plus extrême véhémence par l'ancien premier secrétaire du PS, François Mitterrand ? Reste que depuis l'avènement du pouvoir socialiste, le député du Rhône semble avoir été plus ménagé que le maire de Paris par les caciques de la rue de Solferino. Ce temps est désormais révolu.

● Raymond Barre est devenu la cible privilégiée du Parti socialiste pour des raisons éminemment politiques. Côté socialiste, on en est venu à considérer que le député du Rhône était singulièrement plus dangereux — électoralement parlant — pour des considérations qui tiennent au niveau de critique où Raymond Barre situe son argumentation contre la politique gouvernementale. Et aussi parce que l'homme caracole en tête des sondages.

Quand certains aspects de la politique gouvernementale ont son agrément, Raymond Barre ne se gêne pas pour le dire. La présidence européenne de François Mitterrand fut jugée « bonne », le contrat gazier avec l'URSS approuvé, la fin de l'indexation des salaires sur les prix louée. Ces approbations, qui par ailleurs n'entamaient en rien une atti-

tude de ferme opposition, sont allées jusqu'à valoir un certain capital de crédibilité à Raymond Barre en terroir socialiste. On peut se souvenir que lors de la discussion générale budgétaire à l'Assemblée, le président socialiste de la commission des Finances au Palais-Bourbon, Christian Goux, avait fait part de critiques très voisines de celles énoncées par Raymond Barre.

Le député du Rhône est perçu dorénavant comme un empêcheur de tourner en rond, notamment parce qu'on lui reproche un comportement « méprisant » pour le jeu politique des partis, et pour avoir adopté sur la cohabitation des positions de refus tranché. Ce qui ne manquait pas de gripper la mécanique présidentielle de décrispation.

Les attaques portées au PS contre Jacques Chirac n'ont jamais été empreintes de la moindre aménité. Cela dit, la position du maire de Paris favorable à la cohabitation en 1986 dans un esprit constitutionnel aura atténué le degré de véhémence de la réaction socialiste. Le programme politique de Jacques Chirac, qualifié une fois pour toutes de « conservateur », ne gêne pas outre mesure les socialistes. Ils estiment qu'il est exactement à l'antithèse de leurs idées, par conséquent sans concurrence électorale. En revanche, sur certains points « chauds » de l'actualité, comme la sécurité, les socialistes ne raillent plus avec la même intransigence le maire de Paris. Mais comme ce dernier leur semble au vu des derniers sondages moins « dangereux » que Raymond Barre, ils s'en inquiètent moins. Et en parlent moins.

Emile MALET

Sondage: Barre et Chirac en légère baisse Mitterrand au plus bas

● La popularité du président de la République est au plus bas depuis le début de son septennat, selon le « baromètre » mensuel de la SOFRES paraissant dans « le Figaro-Magazine » de samedi. Selon ce sondage, 37 % des Français (contre 38 % le mois précédent) font confiance à François Mitterrand « pour résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement », alors que 59 % (57 % le mois précédent) ne lui font pas confiance.

La cote de Laurent Fabius comme Premier ministre s'effrite également, tout en restant largement positive : 49 % déclarent lui faire confiance (-1 % par rapport au mois précédent), contre 34 % (+3 %). Michel Rocard reste la personnalité la plus populaire de la majorité, 52 % des personnes interrogées (+1 % par rapport au mois précédent) souhaitant lui voir jouer un

rôle important dans l'avenir. Il devance MM. Fabius (48 %, sans changement) et Jacques Delors (40 % sans changement). Pierre Mauroy (20 %) progresse de 4 points et Jean-Pierre Chevènement (27 %) de 3 points, cependant que Pierre Bérégovoy (16 %) perd 8 points au total (28 points parmi l'électorat socialiste et 15 points au sein de l'électorat communiste).

Dans l'opposition, Simone Veil reste en tête avec 45 % (-1 %), devant Raymond Barre (43 %, -3 %), Jacques Chirac (41 %, -1 %) et Valéry Giscard d'Estaing (34 %, sans changement).

Pour 66 % des personnes interrogées, la priorité reste la lutte contre le chômage (62 % le mois précédent).

Ce sondage a été réalisé du 18 au 24 octobre auprès d'un échantillon national représentatif de 1 000 personnes.

Juppé: le projet du RPR ne s'inspire ni du «reaganisme» ni du «thatchérisme»

● Alain Juppé, conseiller de M. Jacques Chirac, a déclaré vendredi que le projet politique du RPR ne s'inspire ni du «reaganisme» ni du «thatchérisme», ajoutant qu'il « faut se méfier des étiquettes ». « Il ne faut pas oublier que le «reaganisme», c'est d'abord un déficit budgétaire massif et nous, nous sommes pour l'équilibre budgétaire », a-t-il indiqué sur Antenne 2. « De plus, il y a ce qu'on peut faire en France, et ce qu'on fait en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis ». « Nous faisons appel au courage des gens pour que le pays s'en sorte, la

France peut avoir une ambition nationale, si c'est cela qu'on appelle «reaganisme» ou «thatcherisme» alors pourquoi pas ? » a-t-il dit. « Nous voulons une évolution de notre pays, pas de « Tout Etat », pas d'Etat omnipotent, comme le souhaitent les socialistes, mais non plus pas de « sans Etat », notre objectif est un nouvel équilibre, un Etat plus fort dans le domaine de la sécurité mais aussi des citoyens plus libres, plus responsables dans la vie quotidienne, dans celle des entreprises, pour la création de richesses, en particulier », a souligné le conseiller du maire de Paris.

TOUT EN DEPOT

Spécialiste des successions, le plus GRAND DEPOT VENTE DE PARIS 2000 m² de salles de vente, achète et paie comptant, ou, prend en dépôt. Toujours GRATUITEMENT aussi bien les matelas et sommiers propres, meubles de style, frigos en état de marche, salons modernes, livres que les meubles anciens, objets de valeur, pianos, bijoux, tableaux. UN BON CONSEIL avant de vendre. CONSULTEZ-NOUS gratuitement.

Le Dépôt-Vente de Paris

81, rue de Lagry, Paris 20^e

372.13.91